

« *SOLIDARIS s'insurge contre la disparition d'une part essentielle de l'information médicale indépendante dans notre pays* »

La Ministre Maggie De Block a décidé de réaliser une économie d'1,5 millions € sur le budget de 3,5 millions € destiné à l'information indépendante en matière de médicament auprès des prescripteurs. Résultat : L'ASBL Farmaka s'est vue forcer de procéder au licenciement collectif de ses employés et de mettre fin au travail des visiteurs médicaux indépendants.

Cette décision est incompréhensible !

Alors même qu'une récente étude du KCE relève que les principaux freins à l'implémentation de l'Evidence Based Medicine dans la pratique individuelle est l'accès aux données factuelles et aux recommandations et le temps nécessaire pour les lire et les analyser, la Ministre supprime une initiative qui vise précisément à lever ces obstacles.

En effet, au sein de l'ASBL Farmaka les sujets sont préparés par une équipe scientifique qui analyse et synthétise toutes les publications et recommandations. Des visiteurs médicaux indépendants sont formés pour répondre aux mieux aux questions des prescripteurs. Une récente étude de l'université d'Anvers a démontré que la technique a fait les preuves de son efficacité pour rationaliser les pratiques de prescription et permettre d'offrir la meilleure qualité des soins possible aux patients

La décision de la Ministre laisse la voie totalement libre aux délégués médicaux employés par les firmes pharmaceutiques – plus d'un millier dans notre pays - pour influencer la prescription des médecins alors que nous battons des records en matière de surconsommation de médicaments.

Cette décision est d'autant plus scandaleuse que le budget alloué à l'ASBL FARMAKA pour cette activité est dérisoire (1,2 millions par an pour l'ensemble du travail de préparation et de visites qui occupe 21 personnes) comparativement aux dizaines de milliers d'euro de « cadeaux » offerts à l'industrie pharmaceutique depuis le début de la législature. Dernier en date, le conclave budgétaire d'été a décidé d'un cadeau de 10 millions d'Euros par an aux firmes pharmaceutiques qui ne devront dorénavant plus rien payer pour faire enregistrer et analyser un projet d'étude clinique par l'agence belge du médicament.

Une politique outrageusement en faveur de l'industrie pharmaceutique et qui de plus privilégie la sanction financière des patients plutôt que l'information scientifique et objective de celui qui prescrit. Alors que les visiteurs de FARMAKA ont des actions efficaces qui s'inscrivent dans la lutte contre la consommation excessive d'antibiotiques en Belgique (3 fois supérieure à celle de la Hollande), en 2017, la ministre a doublé la part du patient dans les antibiotiques , mettant 20 millions chaque année à charge du patient sans qu'aucune étude scientifique n'a jamais démontré que faire payer plus cher les antibiotiques réduisait leur prescription par les médecins.

« La Ministre doit rééquilibrer la politique du médicament vers une politique plus sociale qui fait payer les responsables des dérapages budgétaires et de la consommation excessive de médicaments en Belgique et pas le citoyen patient » estime Jean-Pascal Labille, Secrétaire général de Solidarism.